

TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

Concept Audit Et Associes

1-3, rue du Départ
75014 Paris

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels****(Exercice clos le 31 décembre 2021)**

A l'Assemblée générale de la société
TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE
14 rue Delambre
75014 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à

distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

1. Evaluation des titres de participation

Risque identifié

Au 31 décembre 2021, le montant des titres de participation s'élève à 6 898 milliers d'euros en valeur nette pour un total bilan de 9 095 milliers d'euros.

Comme indiqué dans la note 4.2 de l'annexe, la valeur d'utilité est estimée par la direction sur la base de la valeur des capitaux propres à la clôture de l'exercice des entités concernées, de leur niveau de rentabilité et de leurs prévisions d'activité.

L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées, éléments qui peuvent correspondre selon le cas à des éléments historiques (les capitaux propres), ou à des éléments prévisionnels (perspectives de rentabilité).

La concurrence et l'environnement économique auxquels sont confrontées certaines filiales, ainsi que l'implantation géographique de certaines d'entre elles, peuvent entraîner une baisse de leur activité et une dégradation de leur résultat opérationnel.

Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments et notamment à la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit.

Réponses apportées lors de notre audit

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à vérifier que l'estimation de ces valeurs déterminées par la direction est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés et, selon les titres concernés, à :

- vérifier pour les évaluations reposant sur des éléments historiques que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés sur une documentation probante ;
- obtenir pour les évaluations reposant sur des éléments prévisionnels les prévisions de flux de trésorerie et d'exploitation des activités des entités concernées établies par leurs directions

opérationnelles et apprécier leur cohérence avec les données prévisionnelles établis sous le contrôle de leur direction générale pour chacune de ces activités.

- vérifier la cohérence des hypothèses retenues avec l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes ;
- comparer les prévisions retenues pour des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes afin d'apprécier la réalisation des objectifs passés ;

Au-delà de l'appréciation des valeurs d'utilité des titres de participation, nos travaux ont consisté également à :

- apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres de participation ;
- vérifier la comptabilisation d'une provision pour risques dans les cas où la société est engagée à supporter les pertes d'une filiale présentant des capitaux propres négatifs.
- apprécié le coût moyen pondéré du capital retenu sur la base de l'observation du marché.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime

nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces

informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 28 avril 2022

Le Commissaire aux comptes

Concept Audit & Associés

Laurence LE BOUCHER

Lionel ESCAFFRE

Travel Technology Interactive SA

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	5 880	5 880			
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 868 304	1 564 519	303 785	593 920	- 290 135
Autres immobilisations corporelles	19 493	19 493	0	2 495	- 2 495
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations	14 492 002	7 593 800	6 898 202	6 898 202	
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	8 789		8 789	13 196	- 4 407
TOTAL (I)	16 394 468	9 183 692	7 210 777	7 507 813	- 297 036
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Clients et comptes rattachés	640 348		640 348	278 356	361 992
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs	1 500		1 500		1 500
. Personnel					
. Organismes sociaux				1 495	- 1 495
. Etat, impôts sur les bénéfices					
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	107 074		107 074	112 787	- 5 713
. Autres	803 834		803 834	534 230	269 604
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	26 852		26 852	362 124	- 335 272
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Charges constatées d'avance	16 963		16 963	27 352	- 10 389
TOTAL (II)	1 596 570		1 596 570	1 316 343	280 227
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V)	287 701		287 701	288 473	- 772
TOTAL ACTIF (0 à V)	18 278 739	9 183 692	9 095 048	9 112 630	- 17 582

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 2 195 229)	2 195 229	2 195 229	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	5 276 557	5 276 557	
Ecart de réévaluation			
Réserve légale	209 905	209 905	
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau	-1 273 361	-379 508	- 893 853
Résultat de l'exercice	229 992	-893 853	1 123 845
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées	70 169	70 169	
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	6 708 491	6 478 499	229 992
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques	287 700	288 473	- 773
Provisions pour charges			
TOTAL (III)	287 700	288 473	- 773
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts			
. Découverts, concours bancaires			
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers			
. Associés	1 724 055	1 531 940	192 115
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	157 314	662 013	- 504 699
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	8 436	7 559	877
. Organismes sociaux	49 814	69 418	- 19 604
. Etat, impôts sur les bénéfices			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	106 724	46 393	60 331
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	21 437	18 847	2 590
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	9 487	9 487	
Autres dettes	1	1	
Instruments financiers à terme			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	2 077 269	2 345 658	- 268 389
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif(V)	21 588		21 588
TOTAL PASSIF (I à V)	9 095 048	9 112 630	- 17 582

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)		Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services	797 744		797 744	426 534	371 210	87,03
Chiffres d'affaires Nets	797 744		797 744	426 534	371 210	87,03
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation						
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			1 094	503	591	117,50
Autres produits			16 982	0	16 982	N/S
Total des produits d'exploitation (I)			815 819	427 038	388 781	91,04
Achats de marchandises (y compris droits de douane)						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			295 298	387 682	- 92 384	-23,83
Impôts, taxes et versements assimilés			6 512	5 212	1 300	24,94
Salaires et traitements			230 354	188 929	41 425	21,93
Charges sociales			97 806	76 216	21 590	28,33
Dotations aux amortissements sur immobilisations			292 630	305 792	- 13 162	-4,30
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant						
Dotations aux provisions pour risques et charges						
Autres charges			11 497	1 963	9 534	485,69
Total des charges d'exploitation (II)			934 098	965 794	- 31 696	-3,28
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			-118 279	-538 756	420 477	78,05
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations			367 574	1 286	366 288	N/S
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés			10	0	10	N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges			773		773	N/S
Différences positives de change			155		155	N/S
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)			368 512	1 286	367 226	N/S
Dotations financières aux amortissements et provisions				93 049	- 93 049	-100
Intérêts et charges assimilées			20 274	263 160	- 242 886	-92,30
Différences négatives de change			17	174	- 157	-90,23
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)			20 291	356 383	- 336 092	-94,31
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			348 221	-355 096	703 317	198,06
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			229 942	-893 853	1 123 795	125,72

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital	50		50	N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (VII)	50		50	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VIII)				
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	50		50	N/S
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)				
Total des Produits (I+III+V+VII)	1 184 381	428 324	756 057	176,52
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	954 389	1 322 177	- 367 788	-27,82
RESULTAT NET	229 992	-893 853	1 123 845	125,73
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier	7 914	9 440	- 1 526	-16,17

SOMMAIRE

1.	Informations générales	7
2.	Faits caractéristiques de l'exercice	7
3.	Evénements post-clôture	7
4.	Règles et méthodes comptables	8
4.1.	Immobilisations corporelles	8
4.2.	Immobilisations financières	8
4.3.	Créances	9
4.4.	Opérations en devises	9
4.5.	Indemnité de départ en retraite	9
5.	Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat	10
5.1	Etat des immobilisations	10
5.2	Etat des amortissements	10
5.3	Etat des provisions sur actifs	11
5.4	Etat des échéances des créances	11
5.5	Produits et avoirs à recevoir	11
5.6	Parties liées	12
5.7	Capitaux propres	12
5.7.1	Composition du capital social	12
5.7.2	Variation des capitaux propres	12
5.7.3	Provisions pour risques et charges	13
5.7.4	Etat des dettes	13
5.8	Charges à payer et avoirs à établir	14
5.9	Ventilation du chiffre d'affaires net	14
5.10	Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	14
5.11	Crédit-bail mobilier	14
5.12	Résultat exceptionnel	14
6.	Engagements financiers et autres informations	15
6.1	Engagements donnés et reçus	15
6.2	Accroissements et allègements de la dette future d'impôts	15
6.3	Effectif moyen	16
6.4	Rémunérations des dirigeants	16
6.5	Honoraires perçus par les Commissaires aux comptes	16
6.6	Tableau des filiales et participations	17

ANNEXE

1. Informations générales

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 28 avril 2022. Ils comprennent :

- Le bilan
- le compte de résultat
- l'annexe au bilan avant affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2021 dont le total est de 9 095 048 euros au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 229 992 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

2. Faits caractéristiques de l'exercice

- Epidémie de COVID 19 et impact de la crise sanitaire sur la société

L'épidémie de COVID 19 a eu des effets négatifs sur l'évolution de l'activité des filiales du Groupe.

3. Evénements post-clôture

La Société est vigilante et évalue régulièrement les risques que la crise sanitaire actuelle fait peser sur l'économie en général et sur les récupérations de son activité future.

A ce stade, la Société Travel Technology Interactive n'est pas en mesure d'évaluer l'impact de l'épidémie de Covid-19, notamment sur ses flux de trésorerie à court terme.

4. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément au règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au plan comptable général, homologué par arrêté ministériel du 26 décembre 2016.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses et principes comptables suivants :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

4.1. Immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond au coût d'acquisition et aux frais accessoires. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire considéré comme économiquement justifié, en fonction de la nature de l'investissement et selon les durées d'utilisation suivantes :

Matériel et outillage industriels	de 03 à 05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

4.2. Immobilisations financières

Les immobilisations financières représentent les dépôts et cautionnements ainsi que les titres de participation.

- *Titres de participation :*

Les titres de participation sont enregistrés à leur valeur d'acquisition.

A la clôture de l'exercice, la valeur brute des titres de participation est comparée à la valeur d'utilité pour l'entreprise, déterminée par rapport à la valeur économique estimée de la filiale et en considération des motifs sur lesquels reposait la transaction d'origine. Cette valeur d'utilité est déterminée en fonction d'une analyse multicritères tenant compte notamment des projections de flux de trésorerie futurs, de l'actif ré-estimé, de la quote-part de capitaux propres réévalués et d'autres méthodes en tant que besoin.

Ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

La valeur d'usage des actifs auxquels il est possible de rattacher des flux de trésorerie indépendants est déterminée selon la méthode des flux futurs de trésorerie :

- les flux de trésorerie sont issus de résultats prévisionnels à 5 ans élaborés par la direction du Groupe,
- le taux d'actualisation est déterminé sur la base d'un coût moyen pondéré du capital.

Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- ***Autres immobilisations financières :***

Il s'agit essentiellement des dépôts et cautionnements.

4.3. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les provisions pour créances douteuses sont déterminées en fonction du risque encouru selon l'état des dossiers.

4.4. Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. L'écart de conversion qui résulte de la valorisation des dettes et créances en devises est inscrit en compte de régularisation, à l'actif s'il s'agit d'une perte latente et au passif s'il s'agit d'un profit latent.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

4.5. Indemnité de départ en retraite

Les droits acquis par les salariés au titre des indemnités de départ à la retraite déterminées en fonction de leur ancienneté ne sont pas provisionnés mais font l'objet d'une évaluation donnée en engagements hors bilan. Compte tenu de l'ancienneté de la société et de l'âge des salariés, le montant n'est pas significatif.

5. Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat

5.1 Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst	Diminution	Valeur brute des immobilisations en fin d'exercice
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles	5 880			5 880
Installation techniques et matériels industriels	1 868 304			1 868 304
Autres installations, agencements, aménagements	9 950			9 950
Matériel de transport	-			-
Matériel de bureau, informatique, mobilier	9 543			9 543
Immobilisations corporelles en cours	-			-
Avances et acomptes	-			-
Total des immobilisations corporelles	1 887 797	-	-	1 887 797
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations	14 492 002			14 492 002
Autres titres immobilisés	-			-
Prêts et autres immobilisations financières	13 196	5 020	9 427	8 789
Total des immobilisations financières	14 505 198	5 020	9 427	14 500 791
TOTAL GENERAL	16 398 875	5 020	9 427	16 394 468

5.2 Etat des amortissements

	Amortissement au début de l'exercice	Dotations exercice	Diminution	Amortissement à la clôture
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles	5 880			5 880
Installations techniques et matériels industriels	1 274 384	290 135		1 564 519
Autres installations, agencements, aménagements	9 950			9 950
Matériel de transport	-			-
Matériel de bureau, informatique, mobilier	7 048	2 495		9 543
Immobilisations corporelles en cours	-			-
Avances et acomptes	-			-
Total des immobilisations corporelles	1 291 382	292 630	-	1 584 012
TOTAL GENERAL	1 297 262	292 630	-	1 589 892

5.3 Etat des provisions sur actifs

PROVISIONS & DEPRECIATIONS	Début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions	Fin exercice
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation	7 593 800			7 593 800
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients				
TOTAL Dépréciations	7 593 800	0	0	7 593 800
Exploitation				
Financier		0		
Exceptionnel				

La provision sur titres de participation pour un montant de 7 593 800 € est constituée pour couvrir la situation nette de la société TTI France pour 3 916 800 € et TTI do Brasil pour 3 677 000 €.

5.4 Etat des échéances des créances

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Autres immobilisations financières	8 789		8 789
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	640 348	640 348	
Créances représentatives de titres prêtés		0	
Personnel et comptes rattachés		0	
Etat et autres collectivités publiques :		0	
- Impôts sur les bénéfices		0	
- T.V.A	107 074	107 074	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés		0	
- Divers		0	
Groupe et associés	803 776	803 776	
Débiteurs divers	1 557	1 557	
Charges constatées d'avance	16 963	16 963	
TOTAL GENERAL	1 578 507	1 569 718	8 789
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

5.5 Produits et avoirs à recevoir

Néant

5.6 Parties liées

(entreprises liées ou avec lesquelles la société a un lien de participation)

	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes et créances représentées par des effets de commerce
	Liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	
Créances clients et comptes rattachés	639 266	1 082	
Autres créances	803 775		
Emprunts et dettes financières diverses	1 724 055		
Dettes fournisseurs	78 000		
Chiffre d'affaires	797 743		
Produits de participation	366 043		
Autres produits financiers			
Charges financières	12 670		

5.7 Capitaux propres

5.7.1 Composition du capital social

En milliers d'euros	31/12/2020	Augmentation	Diminution	31/12/2021
Nb d'actions	7 840 102,00			7 840 102,00
Valeur nominale	0,28			0,28
Capital social	2 195 228,56	-	-	2 195 228,56

Au cours de l'exercice, la société n'a procédé à aucun mouvement sur des actions propres.

5.7.2 Variation des capitaux propres

En Euro	31/12/2020	Affectation / résultat	Réduction de capital	Emission de BSA	31/12/2021
Capital	2 195 228				2 195 228
Prime d'émission	4 648 174				4 648 174
Prime de fusion	628 382				628 382
Réserve légale	209 905				209 905
Autres réserves	-	-			-
Report à nouveau	379 509	893 853			1 273 362
Acompte sur dividende	-			-	-
Résultat	893 853	893 853			-
Amortissement dérogatoire	70 169				70 169
TOTAL	6 478 496	-	-	-	6 478 496

Résultat au 31/12/2021 229 994

Total des capitaux propres : 6 708 490

Dans le cadre du suivi des BSA en circulation, l'évolution est la suivante :

Nombre de BSA disponible à l'ouverture	3 108 298
BSA exercés sur l'exercice	0
BSA non exercés et devenus caduques sur l'exercice	0
Nombre de BSA disponible à la clôture	3 108 298
Nombre total d'action potentiellement à créer	1 554 149

5.7.3 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées en conformité avec le règlement sur les passifs (CRC n°2000-06). Ce règlement définit un passif comme un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions	Fin exercice
Amortissements dérogatoires	70 169			70 169
TOTAL Provisions réglementées	70 169			70 169
Provision pour perte de change	288 473		773	287 700
TOTAL Provisions	288 473	0	773	287 700
TOTAL GENERAL	358 642	0	773	357 869
Exploitation				
Financier		0	773	
Exceptionnel				

5.7.4 Etat des dettes

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires		0		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :		0		
- à 1 an maximum		0		
- plus d'un an		0		
Emprunts et dettes financières diverses		0		
Fournisseurs et comptes rattachés	157 314	157 314		
Personnel et comptes rattachés	8 436	8 436		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	49 814	49 814		
Etat et autres collectivités publiques :		0		
- Impôts sur les bénéfices		0		
- T.V.A	106 724	106 724		
- Obligations cautionnées		0		
- Autres impôts et taxes	21 437	21 437		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	9 487	9 487		
Groupe et associés	1 724 055	0	1 724 055	
Autres dettes	1	1		
Produits constatés d'avance		0		
TOTAL GENERAL	2 077 268	353 213	1 724 055	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

5.8 Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	60 600
Dettes fiscales et sociales	33 591
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	0
TOTAL	94 191

5.9 Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	
Ventes de produits finis	
Prestations de services	797 744
TOTAL	797 744

Répartition par marché géographique	Montant
France	532 723
Etranger	265 021
TOTAL	797 744

5.10 Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	229 942	
Résultat exceptionnel (et participation)	50	
Résultat comptable	229 992	

5.11 Crédit-bail mobilier

Néant

5.12 Résultat exceptionnel

Néant

6. Engagements financiers et autres informations

6.1 Engagements donnés et reçus

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus Avals et cautions Engagements en matière de pensions Autres engagements donnés :	
TOTAL	0
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Avals, cautions et garanties Autres engagements reçus :	0
TOTAL	0
Dont concernant : - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

6.2 Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Nature des différences temporaires	Montant
ACCROISSEMENTS	
Provisions règlementées : Organic	0
TOTAL	0
ACCROISSEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS	
ALLEGEMENTS	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation : Organic	
TOTAL	
ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS	
Base Amortissements réputés différés Déficits reportables Moins-values à long terme	3 440 543

6.3 Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	4	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés		
Ouvriers		
TOTAL	4	

6.4 Rémunérations des dirigeants

Les mandataires sociaux de la Société ont perçu 90 K€ (salaires bruts cumulés et prestations de services) au cours de la période

6.5 Honoraires perçus par les Commissaires aux comptes

	2021	2020
<i>En milliers d'Euros</i>		
Commissariat aux comptes (comptes annuels et consolidés)	13	13
Missions accessoires		
Sous-total	13	13
Autres prestations le cas échéant		
Sous-total	0	0
TOTAL	13	13

6.6 Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Prêts et avances consenties par la filiale	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
----------------------------	----------------	------------------------------	-----------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	----------------------------------------	--------------------------------------------	------------------------------------	-----------------------------------	-------------------------------------------

A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations

- Filiales (plus de 50% du capital détenu)

Travel Technology Interactive do Brasil	130 792	349 503	99,99%	7 801 618	4 124 618	532 631		1 194 079	- 9 250	
Travel Technology Interactive France SAS	271 680	895 137	100,00%	6 680 314	2 763 514		1 655 798	1 883 763	310 954	
Travel Technology Interactive Americas Corp	9 486	- 255 806	100,00%	9 487	9 487	271 144		601 966	304 788	366 043
Travel Technology Interactive Asia	540	- 245 978	100,00%	583	583		68 258	798 497	150 721	

Participations (10 à 50 % du capital détenu)

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations